

Burundi : les chômeurs lancent un cri d'alarme aux autorités

Arrib News, 26/12/2012 – Source Xinhua La Ligue des Chômeurs et Précaires du Burundi (LCP) a adressé mercredi une correspondance au président Pierre Nkurunziza, aux présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat, lançant un cri d'alarme par rapport à la situation de pauvreté dans laquelle vivent les chômeurs. « Jusqu'à présent, les chômeurs et les précaires trouvent leur salut dans la solidarité familiale et dans le secteur informel qui engorge 78% des actifs qui, cependant, vivent dans des conditions d'extrême précarité. Cette solidarité ira jusqu'où ? Nous sollicitons le Parlement pour bien censurer le projet de loi des finances pour que celui-ci reflète aussi les intérêts de la jeunesse en général et des chômeurs en particulier qui se classent parmi les catégories de la population les plus démunies », a écrit dans cette correspondance Rutesha Albert, président de la LCP.

Il a demandé à ces hautes personnalités de réserver un budget pour le recensement général des chômeurs afin de dégager les statistiques fiables sur lesquelles doit se baser la planification dans la lutte contre le chômage, de promouvoir des centres de promotion d'emplois pour les jeunes et leur doter d'une assistance technique et d'organiser les États généraux de la jeunesse. Selon la LCP, même si les statistiques disponibles ne sont pas fiables, le taux de chômage au Burundi se situe entre 14 et 20% de la population active. « Face à cette menace dévastatrice, plusieurs approches de solutions ont été proposées mais aucun effort ne s'est observé. Ainsi, l'Agence du Travail de l'ONU place Burundi parmi les 15 pays où le taux de chômage est le plus élevé », déplore Rutesha Albert. Il se réjouit tout de même que le gouvernement du Burundi ait créé une Agence pour l'Emploi et ait organisé des stages à l'endroit des chômeurs mais déplore en même temps que cette Agence n'ait pas été dotée de fonds suffisants pour pouvoir financer les projets de création d'emploi (72 millions de Fbu, soit moins de 50.000 USD). Les chômeurs rassemblés au sein de cette ligue dénoncent le clientélisme politique et le favoritisme constatés dans le recrutement et demandent au Gouvernement d'accorder le peu d'emplois dont dispose l'Etat suivant des critères objectifs et transparents.